



**Déclaration  
de**

**S.E. Mme Sylvie Lucas  
Vice-Présidente de l'Assemblée générale**

**au nom de**

**S.E. M. Joseph Deiss  
Président de l'Assemblée générale**

**à l'occasion du**

**50<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de  
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**

**Nations Unies  
New York, le 14 décembre 2010**

M. le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

« Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel. »

Ceci est l'article 2 de la Déclaration sur la décolonisation, dont nous marquons, aujourd'hui, les cinquante ans.

En ce jour anniversaire, quatre jours seulement après avoir célébré la Journée internationale des droits de l'homme, et à l'aube de la troisième décennie internationale de l'élimination du colonialisme, il me semble important de souligner et de réaffirmer ce principe fondamental. La sujétion des peuples à une domination et à une exploitation étrangère constitue un déni des droits de l'homme.

Au terme parfois de processus douloureux, un grand nombre de territoires ont acquis leur indépendance. Ainsi, depuis 1945, plus de 80 anciennes colonies ont accédé à l'indépendance et ont adhéré à l'Organisation des Nations Unies en tant qu'Etats souverains et indépendants. Je salue particulièrement aujourd'hui ceux d'entre vous qui, au sein de l'Assemblée générale, représentent ces Etats.

L'Assemblée générale a joué un rôle essentiel dans cette évolution historique. L'adoption de la Déclaration sur la décolonisation, suivie de la création du Comité spécial sur la décolonisation ont été des étapes décisives. Depuis ses débuts, le Comité spécial a considéré, avec persévérance et détermination, la situation de plus de 50 territoires non autonomes.

Aujourd'hui, la page de la colonisation n'est pas encore définitivement tournée. Seize territoires restent sur la liste. Je souhaite que l'adoption par l'Assemblée générale de la

résolution sur le lancement de la troisième décennie internationale de la décolonisation mobilise l'attention et l'énergie de la communauté internationale afin de clore ce chapitre.

A cette fin, en tant que principal organe des Nations Unies en charge de la décolonisation, le Comité spécial joue un rôle essentiel. Il se doit de continuer à promouvoir la coopération avec les puissances administrantes. En consultation avec les peuples des territoires, le Comité doit développer des approches innovatrices, taillées sur mesure, afin d'aboutir à l'exercice du droit de libre-détermination.

M. le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Je rends hommage au courage de toutes celles et ceux qui ont œuvré et lutté pour le droit à l'indépendance de leur pays. Je vous appelle tous, en ce jour, à soutenir les efforts de notre Organisation, et en particulier du Comité spécial, pour éliminer les derniers vestiges de la colonisation et réaliser, ainsi, le monde de justice et d'égalité des droits promis par la Charte des Nations Unies.

\* \* \* \* \*